

Masse salariale: «Aucune marge de manœuvre»

• Les promotions par ancienneté entraînent 4 à 5% de hausse par an

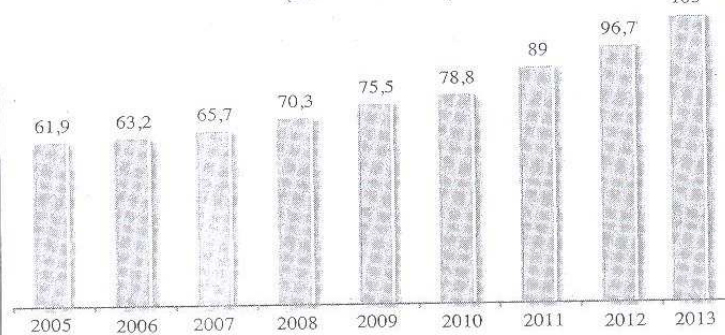
• 105 milliards de DH à débours dès 2020 si la réforme des retraites cale

8 milliards de DH! C'est le montant moyen décaissé par la Trésorerie générale du Royaume chaque mois pour le paiement des fonctionnaires. Rapporté au PIB, le salaire moyen dans la fonction publique est deux fois plus important qu'au niveau mondial. C'est le second poste de dépense dans le budget de l'Etat après les investissements.

Cette charge est lourde, concède Mohamed Boussaid, ministre des Finances. En même temps, la marge de manœuvre est très limitée. En neutralisant les recrutements, les promotions statutaires (à l'ancienneté) entraînent une hausse mécanique de 4 à 5% par an des charges de personnel (salaires et cotisations patronales). L'amélioration devra venir principalement d'une meilleure gestion des effectifs. En 2005, l'opération de départ volontaire, pilotée à l'époque par l'actuel ministre des Finances, a permis d'importantes économies sur la masse

La masse salariale a été multipliée par 1,6 en moins de 10 ans

(En milliards de DH)



Source: Ministère des Finances

L'absence d'une vraie stratégie de gestion des effectifs de la fonction publique après l'opération de départ volontaire de 2005 explique pour une partie aujourd'hui l'ampleur des charges de personnel

qui doivent s'ouvrir, surtout que les besoins en ressources humaines dans certaines régions sont jugés importants. «Nous devons fluidifier les mouvements dans la sphère publique» dans la perspective d'une fusion des régimes de retraite. L'idée est d'assurer la mobilité entre les collectivités locales, l'administration et les établissements publics. Mais il va falloir une vraie détermination politique vis-à-vis des syndicats.

Le régime civil de la CMR est en danger, reconnaît le ministre. Son cauchemar, c'est le blocage actuel sur la ré-

finances du pays. Des décisions sur la suite de la réforme sont attendues d'ici octobre. Les mesures d'aides, principa-

lement au profit des transporteurs, ont été instaurées. Des indemnités seront accordées à certaines catégories de taxis et aux transporteurs en bus. Il reste qu'aujourd'hui, il n'y a pas eu une seule demande, assurent les équipes du ministère des Finances. Les industriels, eux, peuvent oublier les mesures d'accompagnement. «La décompensation du fuel s'est faite sans grande difficulté», estime Boussaid. L'application de la vérité des prix est censée asseoir une économie plus saine. Par ailleurs, des réflexions sont menées actuellement pour la substitution du gaz butane par l'énergie solaire dans le secteur agricole. Il faudra trouver la bonne dose d'incitations pour avoir des prix de l'énergie comparables à leur niveau actuel. □

Franck FAGNON

La titrisation des crédits de TVA: «Une fausse bonne idée»

POUR accélérer le remboursement des crédits structurels de la TVA, le ministère des Finances avait envisagé de les titriser. C'était une fausse bonne idée, balaie d'un revers de main Mohamed Boussaid. L'opération viendrait alourdir la dette de l'Etat. Or, la volonté aujourd'hui est de la réduire. Les remboursements se feront donc selon les modalités fixées dans le décret du ministère des Finances. Les entreprises avec un butoir de 20 millions de DH au maximum seront les premières à être remboursées. Cela va représenter 1,1 milliard de DH cette année. Globalement, le butoir atteint 14 milliards de DH dont 10 milliards proviennent des entreprises publiques. Pour le ministre, rien que le fait d'accepter de restituer ces crédits TVA est en soi une rupture psychologique. □

salariale. «Le retour sur investissement était de deux ans et demi», relève le ministre. Les indemnités de départ ont été récupérées en l'espace de 30 mois.

Ceci étant, la réduction des effectifs dans la fonction publique à l'époque ne s'est pas accompagnée de la mise en place d'une vraie stratégie de gestion. «Nous devrions passer à un système plus fluide de redéploiement des fonctionnaires au niveau territorial et sectoriel» estime Boussaid. Il s'agissait aussi d'unifier la multitude de statuts dans la fonction publique. Ce qui n'a pas été fait. Aujourd'hui, ce sont des chantiers

forme. Ne rien faire et puiser dans les réserves dès 2015 pour payer les pensions est une solution suicidaire. Le coût du statu quo est de 105 milliards de DH sur le budget de l'Etat dès 2020. Le risque est aussi qu'une bonne partie des retraités basculent dans la précarité.

En dépit des risques liés à la question des retraites et la quasi impuissance face à l'augmentation de la masse salariale, «nous avons une meilleure visibilité sur le redressement des finances publiques», se rassure Boussaid. Tout n'est pas noir. La mise en œuvre de la réforme de la compensation a fait un bien fou aux